Afrique : les forêts cartographiées par leurs véritables gardiens

Les Mbendjele sont un peuple caché des forêts du Nord de la République du Congo. Vivant entièrement des ressources forestières, cette tribu pygmée a co-existé avec son environnement pendant des milliers d'années. Son impact sur la forêt est si minime qu'il est impossible de détecter dans les images satellite aucune trace des activités de ce peuple de chasseurs-cueilleurs.

Mais leur existence cachée est menacée à mesure que l'on octroie des concessions d'exploitation forestière et que des entreprises s'y installent pour réclamer la propriété du bois. Néanmoins, des travaux menés dans les forêts amazoniennes du Brésil ont montré que la reconnaissance des droits communautaires peut contribuer à éviter une plus grande déforestation ; l'on espère donc que la reconnaissance des droits fonciers et celle des activités indigènes seront une solution pour les forêts d'Afrique centrale.

Sur les deux millions de kilomètres carrés de forêts que possède l'Afrique, deux tiers se trouvent dans la République démocratique du Congo, et la Banque mondiale estime qu'environ 35 millions de personnes dépendent, au moins en partie, de ces ressources. Au Gabon, la plupart de la forêt est déjà soumise à l'exploitation par des concessionnaires. Au Cameroun, des zones de conservation ont été réservées mais, trop souvent, les communautés locales n'ont pas été reconnues et certaines ont été expulsées de leurs régions traditionnelles.

Les forêts tropicales d'Afrique centrale ont une importance décisive pour les peuples autochtones qui sont tributaires de leurs produits. Ils y cueillent des aliments sauvages et des plantes médicinales ; les produits de la forêt leur fournissent de l'abri et du combustible pour l'éclairage et la cuisine ; en fait, toute la nourriture, le combustible et les fibres qui leur sont indispensables proviennent de la forêt. Or, l'exploitation forestière industrielle est en train de modifier irréparablement le milieu où ils habitent et, dans les cas extrêmes, de le détruire complètement. Certains allèguent que l'exploitation forestière apporte aux communautés forestières du travail, de l'éducation et des services mais, trop souvent, bien de ces promesses ne sont pas tenues et les bénéfices ne sont que de courte durée. À mesure que les entreprises forestières viennent s'y installer, l'incidence du paludisme et celle du VIH-SIDA augmentent et les effets de l'extraction de bois menacent la riche diversité biologique de ces forêts anciennes.

Grâce aux techniques de cartographie modernes, les images satellite ont été utilisées pour le zonage des forêts du Cameroun, dans le but de définir les aires de conservation et les régions à ouvrir à l'exploitation industrielle. Apparemment, toutes ces régions ne seraient pas habitées par l'homme, car les images satellite n'arrivent pas à enregistrer un niveau aussi faible d'activité humaine au fond de la forêt. En revanche, les zones mises à la disposition des communautés sont celles situées le long des routes, et elles sont déjà très sollicitées pour l'agriculture et l'agrosylviculture. Les conflits ont été inévitables, car les pygmées baka n'en ont pas bénéficié, leurs droits fonciers coutumiers n'étant pas reconnus et leurs jachères traditionnelles ayant été détruites.

Mais les Baka commencent à figurer sur les cartes. Grâce au travail de la Rainforest Foundation et de son partenaire camerounais, le Centre pour l'Environnement et le Développement de Yaoundé,

les gens du pays ont été formés à la cartographie. Ces cartographes communautaires ont commencé à travailler avec leurs gens pour définir les zones importantes, dont les terrains de chasse, les zones de cueillette de produits forestiers spécifiques, les zones de pêche et les sites sacrés. On espère que ces cartes révèleront la véritable valeur des forêts et que les cartes de zonage « officielles » et les plans des concessions forestières pourront être modifiés, de manière à prendre en compte la réalité sur les moyens d'existence des Baka et des populations d'agriculteurs bantous.

De son côté, la RDC est sur le point d'entreprendre le zonage de ses forêts, avec le soutien de la Banque mondiale. « Cela comporte un danger, car le gouvernement pourrait se contenter de refaire les erreurs commises dans d'autres pays, au Cameroun par exemple, où les communautés des forêts ont été rayées de la carte. Mais cela peut constituer aussi une bonne ouverture », dit Simon Counsell, directeur de la Rainforest Foundation, qui pense que la cartographie communautaire en RDC permettrait d'accepter les revendications portant sur les territoires traditionnels pendant le développement du plan national de zonage des forêts. « Le processus n'est pas difficile », ajoute-t-il. « Bien que les membres des communautés avec lesquelles nous travaillons soient presque tous analphabètes, ils sont tout à fait capables de saisir les principes de la cartographie et de comprendre quelques-unes des techniques assez avancées qu'il faut utiliser. »

En utilisant les systèmes de positionnement et d'information géographiques (GPS et GIS), l'équipe de la Rainforest Foundation a entraîné les cartographes communautaires de la région du fleuve Lopori (province de l'Équateur) pour qu'ils couvrent, en une semaine, une surface de plus de 1 000 kilomètres carrés et y relèvent les sites d'importance culturelle. Le résultat a été la production d'une carte plus précise que celle qu'utilisent actuellement les autorités nationales. Quant aux communautés elles-mêmes, elles y ont découvert les divers modes d'utilisation de la forêt que pratiquent les différents groupes. Par exemple, les terrains de chasse sont invariablement distincts des lieux où les femmes cueillent des nourritures sauvages et des plantes médicinales. De même, on y remarque que les jeunes et les vieux utilisent différemment la forêt et ses produits.

Pourtant, il peut être dangereux aussi de révéler les informations recueillies. La divulgation des connaissances des autochtones risque de provoquer une exploitation encore plus forte, si l'information n'est pas utilisée avec respect. Simon Counsell conclut en disant : « Il est important que cette technique contribue à l'émancipation des habitants des lieux ; donc, il est essentiel que les communautés soient les propriétaires absolues des cartes. Mais nous avons l'espoir de montrer les résultats positifs de cette initiative à des agences internationales comme la Banque mondiale, pour qu'elles puissent voir que ces communautés gèrent les forêts de façon durable et qu'elles décident de financer une application plus large de ces technologies de communication. »

"New Agriculturalist online", janvier 2006, http://www.new-agri.co.uk/06-1/develop/dev01.html, envoyé par Simon Counsell, adresse électronique : SimonC@rainforestuk.com, Rainforest Foundation, http://www.rainforestfoundationuk.org/.